

1914 - 2024 EN VOIE DE DISPARITION?

En ce mois d'août 1914, l'annonce de la guerre tombe comme un coup de faux sur les campagnes françaises. Ici, les moissons battent encore leur plein, ailleurs le temps des vendanges est proche. Mais il faut cesser le travail. Placardées aux mairies des villages, les affiches aux deux drapeaux français croisés informent la population que tous les hommes entre 20 et 45 ans sont mobilisés. Avant de partir au front, les paysans donnent leurs consignes à leurs épouses, à leurs parents qui vont devoir moissonner, labourer, semer, s'occuper des bêtes et prendre en main les affaires de la ferme pendant leur absence. Tous espèrent être de retour à Noël. Des centaines de milliers ne rentreront jamais.

stopper les migrations vers les villes industrielles, qui s'accroissent, l'État injecte des millions de francs dans l'Office national de crédit agricole, qui propose des taux de prêt avantageux aux paysans. Les tracteurs et les moissonneuses-batteuses, les engrais développés par l'industrie chimique font leur apparition.

ENTRE CHEMISES VERTES ET PAC

Mais la crise économique mondiale des années 1930 balaye ces efforts, provoquant l'effondrement des prix de vente et des revenus agricoles. Les petites exploitations s'éteignent les unes après les autres. Les luttes paysannes commencent à se structurer, à droite plus qu'à gauche. Fondés en 1928 par le journaliste Henri Dorgères, les très réactionnaires Comités de défense paysanne manifestent contre l'injustice de l'impôt paysan et l'absence d'assurances sociales. Ce mouvement est

AU SORTIR DE LA GUERRE, L'URGENCE EST DE RAVITAILLER UN PAYS RUINÉ. TOUT MANQUE : LA FARINE, LE PAIN, LE LAIT...

« Sur 5,4 millions d'actifs agricoles masculins, près de 2 millions d'hommes ont été mobilisés dès l'été 1914 », explique l'historien français Éric Alary dans son *Histoire des paysans français*. « Selon les estimations, plus de 600 000 paysans-soldats sont morts durant la Grande Guerre ; parmi les rescapés, entre 350 000 et 500 000 hommes sont revenus mutilés ou invalides, trop handicapés pour pouvoir retrouver un rôle efficace dans les fermes. Le sacrifice des paysans à l'effort de guerre a été immense, car ils ont majoritairement combattu comme fantassins en première ligne. » Ceux qui rentrent dans les anciennes zones de combat, la Meuse, la Somme, l'Aisne, retrouvent qui plus est des terres dévastées par les tranchées et les trous d'obus, polluées par des tonnes de mines ou transformées en fosses communes provisoires. Pendant des années, ils continueront à déterrer des cadavres. « Après 1918, le monde paysan ne sera plus jamais comme avant. La guerre a interrompu le cycle ancien de la transmission des terres », reprend Éric Arly. Pour redonner à la France sa vocation agricole et

à l'origine de l'Union nationale des syndicats agricoles, qui annonce la Corporation paysanne du régime de Vichy. Mais aussi des « Chemises vertes », une force paramilitaire qui regroupe des paysans violents et radicalisés. En 1936-1937, sous le Front populaire, les plaines céréalières du Bassin parisien connaissent leurs premières grèves, qui débouchent sur la création de l'Office national du blé, dont le rôle est de fixer les prix et de soutenir le marché intérieur.

En septembre 1939, rebelote. La France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne. Près de 1,3 million de paysans français revêtent à nouveau l'uniforme. Après la « drôle de guerre », les mois d'attente sans coups de feu le long de la ligne Maginot, les troupes du Reich envahissent la France ; le maréchal Pétain signe l'armistice. 700 000 paysans-soldats vont demeurer prisonniers durant cinq ans dans les camps allemands, d'où ils partent travailler aux champs. L'Alsace-Lorraine est annexée au III^e Reich. En France, le régime de

Ils ont traversé deux guerres mondiales, vu leurs villages se dépeupler, participé à la révolution mécanique... Les politiques agricoles menées par la France et l'Union européenne les ont contraints à s'agrandir ou disparaître. En un siècle, la part de travailleurs de la terre dans la population active française a chuté de 50 % à 1,5 %.

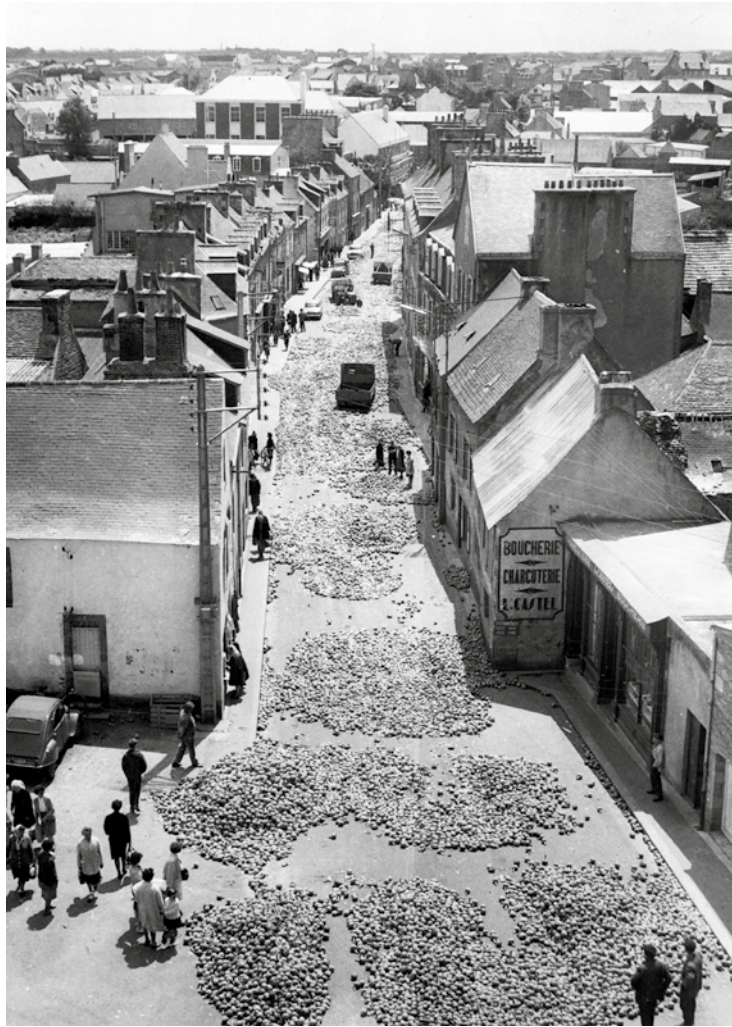


Exposition de matériel agricole à Paris, en 1960.

Vichy érige les agriculteurs restés à l'œuvre en nouveaux héros de la Nation. Mais si les fermiers souffrent moins de la faim que les citadins, si le marché noir profite à certains, les réquisitions de chevaux et de carburant touchent durement tout le monde paysan. En 1943, l'instauration du Service du travail obligatoire (STO) renforce l'hostilité des campagnes françaises à l'égard des Allemands, et par contrecoup au régime de Vichy. « Malgré tout, peu nombreux sont les paysans à s'engager dans la Résistance », reprend Éric Arly. Une

attitude qui leur vaudra longtemps les reproches des urbains.

Au sortir de la guerre, l'urgence est de ravitailler un pays ruiné. Tout manque : la farine, le pain, le lait, les pommes de terre... Mais malgré le retour des prisonniers, la main-d'œuvre paysanne s'est raréfiée. En cette période de Reconstruction, nombre de jeunes ruraux partent dans les villes travailler dans le bâtiment. Ministre de l'Agriculture de 1944 à 1947, le résistant et socialiste François Tanguy-Prigent s'attelle à moderniser l'agricul-



ture et à améliorer les conditions des exploitants agricoles. Il fait adopter le statut du fermage et du métayage, pour protéger les fermiers contre l'arbitraire des propriétaires terriens, crée l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) et met en œuvre un plan agricole visant au remembrement des terres. Mais ses efforts pour rétablir la liberté syndicale favorisent la très conservatrice FNSEA (Fédération nationale des syndicats et exploitants agricoles), créée en 1947 et renforcée en 1957 par sa section « Jeunes Agriculteurs ». Un syndicat tout puissant qui entraîne la paysannerie française vers un modèle productiviste...

Grâce au plan Marshall, le programme américain de prêts accordés après-guerre aux États d'Europe, les paysages agricoles français se transforment. Dans les années 1950, le remembrement des terres permet aux grands propriétaires exploitants de rationaliser leur travail. Dans le Nord et l'Est, puis dans l'Ouest et le Centre, on se lance dans le rassemblement des champs, l'arrachage des haies et l'arasement des talus pour faire passer les engins agricoles importés des États-Unis : des John Deere

Après l'accord de novembre 1961, qui instaurait des règles strictes pour réguler la vente des légumes, des producteurs indépendants refusent de s'y plier, alimentant une nouvelle crise. Le 20 juin 1962, en plein conflit, 200 tonnes d'artichauts sont jetées rue Cadiou à Saint-Pol-de-Léon, marquant l'intensification de la lutte pour stabiliser les prix.

À LIRE
L'Histoire des paysans français, Éric Alary, Perrin, 2016.

verts, des Ford 2N bleus... L'INRA vante aux agriculteurs les gains de productivité obtenus grâce au maïs hybride ou aux engrais chimiques. Durant cette décennie, les fermes d'antan disparaissent au rythme de 30 000 par an. Parallèlement, les exploitations de plus de 20 hectares s'agrandissent, mais elles doivent bientôt affronter les nouvelles règles du marché. Fondée en 1957, la CEE met en place la PAC, la politique agricole commune européenne, qui promet de fournir de meilleurs revenus aux familles paysannes, mais aussi d'augmenter la productivité, d'assurer des prix raisonnables aux consommateurs.

Nombre de paysans ont le sentiment d'être exclus de ces projets de modernisation. Les années 1960-1970 sont marquées par des luttes emblématiques. 1961 : la bataille de l'artichaut. Pour protester contre l'effondrement du prix des légumes, tenu depuis le XIX^e siècle par les négociants, les maraîchers bretons jettent des tonnes d'artichauts à la décharge, 200 tracteurs encerclent la ville de Morlaix. Menées par le leader Alexis Gourvennec, fils d'ouvrier agricole, les négociations aboutissent à la création de la SICA (Société d'initiatives et de coopération agricoles) de Saint-Pol-de-Léon, qui défend le juste prix pour le producteur et met en place un marché au cadran. 1971 : la lutte du Larzac. Menacés d'expropriation par l'armée, les agriculteurs du causse organisent la résistance, rejoints par des milliers de jeunes paysans-ouvriers et de militants pacifistes (voir *Le Larzac, une paysannerie expérimentale*, p. 74). 1972 : la grève du lait. En réaction à la baisse du prix du lait, décidée à Bruxelles, des éleveurs du Finistère, du Morbihan et de Loire-Atlantique bloquent les camions de collecte des laiteries aux cris de « *L'agriculteur trime, le consommateur paye, l'industriel empoche* ». 1976 : le drame de Montredon-des-Corbières. En pleine crise viticole, une fusillade éclate entre des viticulteurs ruinés par l'importation des vins italiens et des CRS dans ce village de l'Aude. Bilan : une trentaine de blessés et deux morts. Étonnamment, aucun de ces soulèvements ne pointe la réduction drastique du nombre de paysans et d'exploitations agricoles.

ASSISES PAYSANNES ET BONNETS ROUGES

À partir des années 1990, la politique du remembrement marque le pas, la surproduction de l'agriculture européenne faisant place à des préoccupations environnementales. De plus en plus d'agriculteurs rejettent les normes imposées par l'agriculture intensive pour produire en quantité et à bas prix : mécanisation systématique, apport massif d'intrants, culture hors sol... En 1987, les « Assises paysannes », qui ont réuni 15 000 paysans à travers la France, donnent naissance à la Confé-

dération paysanne. Cette union syndicale de gauche, opposée au modèle d'agro-business porté par la FNSEA, dénonce les dérives du monde agricole et agroalimentaire mondialisé : élimination progressive des droits de douane sur les importations de viande et de lait d'animaux nourris aux hormones de croissance, levée des moratoires sur les plantes transgéniques, pollution des sols, revenus paysans inférieurs de 47 % aux salaires moyens... En 2000, leur leader José Bové est condamné à trois mois de prison pour le démontage du McDonald's de Millau.

Deux visions de la France agricole s'opposent dès lors. Continuant à défendre un modèle productiviste, la FNSEA soutient le mouvement des Bonnets rouges, né en 2013 en Bretagne en réaction à l'écotaxe poids lourds, le projet de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, en Loire-Atlantique, comme le Mouvement des panneaux signalétiques retournés, débuté en 2023 dans le Tarn pour dénoncer l'excès de normes de réglementation. Militant pour une agriculture durable, la Confédération paysanne salue au contraire l'abandon du projet de Notre-Dame-des-Landes, en 2018, et participe en 2023 aux manifestations en Poitou-Charentes contre les mégabas-



Déchargement, le 5 mai 1949, d'un tracteur américain au Havre, issu d'une première série de 209 unités, dans le cadre du plan Marshall, lancé en 1948 par les États-Unis pour aider à la reconstruction.

sines, ces réserves d'eau gigantesques « *qui accentuent la pression sur les ressources en eau* ». Chacune dans sa logique, ces organisations syndicales s'opposent toutes deux à l'accord Mercosur, qui veut libéraliser les échanges entre l'Union européenne et l'Amérique latine, au risque d'importations massives de produits agricoles ne respectant pas les normes imposées aux agriculteurs français. La FNSEA le rejette « *en l'état* », mais reste ouverte à une version révisée avec des clauses sur les normes européennes. La Confédération paysanne le refuse en bloc.

Malgré ces divergences, la concentration agricole se poursuit à un rythme effréné. Selon les statistiques du ministère de l'Agriculture, la taille moyenne des exploitations françaises approche aujourd'hui 70 hectares. Leur nombre a dégringolé de 2,5 millions en 1955 à 1,5 million en 1970, 1 million en 1988, 390 000 en 2020. Dans le même temps, la part de travailleurs de la terre dans la population active française a chuté de 50 % à 1,5 %. Ce qui pose la question : l'agriculture, activité multimillénaire de l'humanité, sera-t-elle la première à se passer des humains ?

Pascale Desclos



États généraux de Bretagne organisés par les Bonnets rouges à Morlaix (Finistère), le 8 mars 2014.